

Troisième réunion du Comité de pilotage

Compte-rendu succinct définitif

Troisième réunion du Comité de pilotage du Partenariat Mondial
Addis-Abeba, Éthiopie, les 25 et 26 juillet 2013

Personnes à contacter :

M^{me} Farida Bena, tél. +33 1 45 24 90 16, courriel : farida.tchaitchianbena@oecd.org

M. Derek Kilner, tél. +1-212-906-5742, courriel : derek.kilner@undp.org

M. Robin Ogilvy, tél. +33 1 45 24 94 48, courriel : robin.ogilvy@oecd.org

M^{me} Yuko Suzuki Naab, tél. +1-212-906-6509, courriel : yuko.suzuki@undp.org

PARTENARIAT MONDIAL POUR UNE COOPÉRATION EFFICACE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

**TROISIÈME RÉUNION DU COMITÉ DE PILOTAGE
À ADDIS-ABEBA, EN ÉTHIOPIE, LES 25 ET 26 JUILLET 2013**

COMPTE-RENDU SUCCINCT

Séance 1: Remarques de bienvenue et séance spéciale sur une coopération efficace au service du développement en Afrique *(présidée par Ngozi Okonjo-Iweala, Nigeria)*

1. Les Coprésidentes du Partenariat Mondial ont accueilli les participants à la réunion. Lors de leurs remarques liminaires, elles ont insisté sur la nécessité pour les participants de renforcer les liens avec le programme du développement pour l'après-2015 et d'affiner la vision et les prestations à fournir pour la première réunion au niveau ministériel du Partenariat Mondial.

2. Madame la Ministre Ngozi Okonjo-Iweala (Nigeria) a accueilli plusieurs gouvernements et organisations invités à participer à la réunion en qualité d'observateurs : l'Union africaine (hôte de l'événement) ; le Groupe de coordination des donateurs arabes, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, la Turquie, la Fondation Rockefeller et la Fondation STARS. Elle a également reconnu de nouveaux membres qui ont rejoint le Partenariat Mondial, à savoir, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Lettonie, accueillant favorablement leur engagement actif au sein du Partenariat et encourageant d'autres gouvernements et organisations à envisager d'y adhérer.

3. Madame la Ministre Okonjo-Iweala a noté l'importance de la tenue de la réunion du Comité de pilotage en Afrique, où une coopération efficace au service du développement constitue une priorité particulièrement urgente. Rappelant les quatre principes d'une coopération efficace au service du développement (l'appropriation par les pays en développement ; l'orientation vers les résultats ; les partenariats de développement inclusif ; et, la transparence et la redevabilité mutuelle), elle a mis en exergue la façon dont le continent africain doit se pencher sur des questions comme la croissance équitable, la gestion des ressources, des institutions efficaces, l'inclusion, l'échange de connaissances, le rôle du secteur privé, le développement dans les pays à revenu intermédiaire et l'emploi. M^{me} Okonjo-Iweala a exprimé sa gratitude à l'Union africaine pour avoir accueilli la réunion et avoir organisé un événement préparatoire de haut niveau sur la mobilisation des ressources intérieures (nationales) et sur les liens de coopération au développement en Afrique. Elle a souligné la nécessité de maintenir un lien fort avec le programme de développement pour l'après-2015 et à préciser ce qui doit concrètement être fait pour assurer l'expansion du Partenariat Mondial et la réussite de la réunion au niveau ministériel.

4. Madame la Ministre Armida Alisjahbana (Indonésie) a rappelé que le Partenariat Mondial offre une plate-forme permettant de discuter du « comment » du programme de développement pour l'après-2015. Elle s'est félicitée de la participation d'un large éventail d'acteurs au développement à la réunion et a souligné leur rôle crucial dans la promotion du passage de l'aide à l'efficacité du développement, en particulier en ce qui concerne les questions telles que la mobilisation des ressources nationales, le partage des connaissances et le secteur privé. Elle a également souligné leur inclusion comme étant l'avantage comparatif du Partenariat Mondial. M^{me} Alisjahbana a ensuite insisté sur les progrès accomplis depuis la dernière réunion

du Comité de pilotage en vue de renforcer les liens avec les discussions de l'après-2015, principalement par l'intermédiaire d'une lettre ouverte au Groupe de haut niveau de personnalités éminentes sur le programme de développement pour l'après-2015 et la reconnaissance de l'importante contribution du Partenariat Mondial au rapport réalisé par le Groupe de haut niveau.

5. Madame la Ministre Justine Greening (Royaume-Uni), qui ne pouvait pas assister à la réunion en raison de la modification tardive des dates de la réunion, a prononcé une allocution transmise par vidéo, en soulignant que le Partenariat était une priorité britannique et en suggérant les trois priorités suivantes pour la réunion au niveau ministériel : (1) veiller à ce que processus de consultation soit aussi inclusif que possible, en réunissant le milieu d'affaires, la société civile et d'autres groupes, et, en utilisant des processus créatifs de consultation en ligne ; (2) renforcer les liens avec le Programme de développement pour l'après-2015, en montrant ce que signifie le Partenariat Mondial au niveau national et en maintenant le niveau de la conversation politique ; et, (3) clarifier les méthodes de travail, les rôles et les responsabilités, avec les Coprésidentes prévoyant de se réunir plus souvent et tous les membres se faisant les champions de questions spécifiques. Madame la Ministre Greening en a profité pour annoncer son intention de défendre le rôle des entreprises dans le développement.

6. Le vice-président de la Commission de l'Union africaine (CUA), M. Erastus Mwencha, a accueilli les participants et a rappelé le tournant marqué par le partenariat de Busan en convenant d'objectifs communs et de responsabilités différenciées. M. Mwencha a souligné le rôle du Partenariat Mondial en tant que forum qui peut contribuer à la progression des discussions concernant quatre piliers prioritaires en faveur de l'Afrique : (1) la paix et la sécurité ; (2) la gouvernance et des valeurs partagées ; (3) l'intégration ; (4) le renforcement des institutions et des capacités. Il a souligné le rôle des partenariats stratégiques, en particulier avec le secteur privé, afin d'améliorer les infrastructures en Afrique. Il a également mis en exergue la mobilisation des ressources nationales et l'efficacité des institutions comme essentielles pour aller au-delà de la dépendance vis-à-vis de l'aide. Il a encouragé les membres du Comité de pilotage à appréhender ces questions sous un angle régional et à maintenir une approche cohérente avec le Programme de développement pour l'après-2015.

7. Le Mexique a annoncé qu'il accueillerait la première réunion au niveau ministériel du Partenariat Mondial en 2014. Le Mexique a noté que la réunion, arrivant à un carrefour important de la coopération au développement, constituera une occasion majeure de présenter des actions concrètes et les progrès accomplis sur le terrain. Le Mexique a souligné la nécessité d'impliquer d'autres processus mondiaux clés, en particulier se rapportant aux discussions de développement pour l'après-2015, y compris le Forum pour la coopération au développement de l'ONU (FCD), le suivi du Consensus de Monterrey et la déclaration de Doha sur le financement du développement (FdD), la Conférence de Rio sur le développement durable (ou Rio + 20) et des processus au sein de l'Assemblée générale de l'ONU. Le Mexique a également rappelé son implication proactive dans les discussions sur l'architecture de la coopération de développement au cours de ces dix dernières années, s'appuyant sur son avantage comparatif en tant que bénéficiaire et fournisseur de la coopération pour le développement. Le Mexique est en train de constituer une équipe solide pour soutenir les préparatifs de la réunion, qui sera dirigée par le Secrétaire exécutif de son agence de coopération au développement, AMEXCID.

8. Le ministre d'État des Finances et du Développement Économique de l'Éthiopie, M. Alemayehu Gujo, a souligné le rôle actif de l'Éthiopie dans la promotion de l'efficacité du développement depuis la déclaration de Paris en 2005. Il a noté que l'Éthiopie a renforcé ses capacités nationales pour une gestion efficace de l'aide, a élaboré des stratégies nationales globales de développement, a intégré des systèmes de gestion des finances publiques et a fait des progrès dans le domaine de la passation des marchés. Toutefois, il a noté les défis restant à relever, tels que la fragmentation de l'aide, le faible alignement sur des politiques nationales et la redevabilité. L'adoption de l'accord de Partenariat de Busan, a-t-il noté, reconnaît la valeur des principes partagés, des objectifs communs et des accords plus forts et différentiels dans un

cadre plus large et plus inclusif. En tant que pays à revenu intermédiaire potentiel à l'avenir, l'Éthiopie a conclu en signalant son intérêt à suivre les discussions concernant la coopération Sud-Sud et triangulaire, ainsi que la participation du secteur privé, la transparence, l'orientation vers les résultats et la redevabilité mutuelle.

9. La CUA a présenté un compte-rendu de l'événement de haut niveau portant sur le rôle catalyseur de l'aide dans la mobilisation des ressources nationales en Afrique, qui s'est tenu le 24 juillet. La CUA a relaté à quel point la mobilisation des ressources intérieures est importante pour sortir de la dépendance vis-à-vis de l'aide et consolider l'appropriation par l'Afrique et la gestion de ses propres ressources, notant que la question occupe également une place importante dans le Programme 2063 de l'Afrique et la position africaine commune sur le développement pour l'après-2015. Cependant, l'Afrique reste confrontée à des défis, y compris une faible capacité de perception des impôts ; des structures fiscales fragiles et une administration fiscale insuffisante ; des allègements fiscaux importants accordés aux entreprises multinationales ; un vaste secteur informel qui ne figure pas dans l'assiette fiscale moyenne ; un secteur privé sous-développé ; une épargne intérieure faible ; et, des bourses inefficaces. Les flux financiers illicites font également partie de l'équation, mettant en évidence la nécessité d'une infrastructure technologique et pas seulement physique et d'un renforcement de la capacité en gestion des technologies.

10. Dans le cadre de leurs recommandations au Comité de pilotage, les participants à l'événement préparatoire ont souligné la nécessité d'un solide environnement favorable au secteur privé, y compris la paix et la sécurité. Ils ont aussi suggéré de soutenir la mobilisation des ressources intérieures tant au niveau technique qu'au niveau politique, en accueillant favorablement les travaux du G8 sur l'évasion fiscale, la lutte contre la corruption, le renforcement de l'administration fiscale, l'augmentation de la capacité de gestion des technologies, l'amélioration des places boursières, la supervision des règlements commerciaux et la publication des données sur le commerce, et, en s'appuyant sur ces travaux. Dans le cadre des flux financiers illicites, il a été préconisé d'adopter une approche coordonnée « les localiser, y mettre fin et les récupérer ». La CUA a également recommandé de faciliter les afflux de transfert de fonds, tout en favorisant une plus grande transparence des coûts de transaction. Le rôle que pourrait jouer la société civile et les parlements dans la surveillance des droits de l'homme, de la paix et de la sécurité ainsi que de la bonne gouvernance a été bien accueilli. Dans ce contexte, l'aide devrait jouer un rôle de catalyseur pour relever les défis mentionnés ci-dessus. Dans l'esprit du principe de Busan relatif à l'appropriation par les pays, il a été souligné que bien que l'Afrique ne puisse pas agir seule, elle doit prendre les devants dans l'intensification de la mobilisation des ressources nationales et jouer un rôle important dans l'élaboration de ce point de l'ordre du jour pour la première réunion au niveau ministériel du Partenariat Mondial.

11. Le Tchad a souligné l'importance de soutenir la croissance économique du continent africain et a demandé aux fournisseurs de coopération au développement de s'engager fermement à l'égard de la mobilisation des ressources nationales. Le Tchad est d'accord avec l'approche de la CUA « les localiser, y mettre fin et les récupérer » concernant les flux financiers illicites et a soutenu le développement du secteur privé national afin de permettre l'élargissement de l'assiette fiscale. Le Tchad a également recommandé d'accroître les partenariats public-privé et de réaliser une meilleure transparence portant sur les entreprises multinationales de l'industrie extractive.

12. La Banque mondiale, qui représente les banques multilatérales de développement, a souligné la pertinence de l'efficacité du développement pour l'Afrique, qui est le continent qui évolue le plus rapidement et le plus important bénéficiaire de l'aide étrangère dans le monde. Les banques multilatérales de développement restent attachées à des priorités telles que l'utilisation accrue des systèmes nationaux, l'appropriation nationale et une meilleure transparence. La Banque mondiale a également reconnu l'importance de développer de nouvelles formes de partenariats pour soutenir la collaboration croissante avec les pays à revenu

intermédiaire et a noté un rôle clé pour le Partenariat mondial pour contribuer à l'établissement de ces partenariats à travers une approche inclusive au niveau national. La Banque mondiale a insisté sur l'importance du renforcement des capacités, en particulier dans les États fragiles, pour mettre en œuvre les engagements de Busan et de la Nouvelle Donne ainsi que sur le rôle que le travail du partage des connaissances du Partenariat Mondial peut jouer dans ce contexte. La Banque mondiale a également noté la nécessité de partenariats public-privé et de mécanismes de financements innovants pour faciliter l'investissement dans des domaines clés, tels que l'infrastructure.

13. Le Bangladesh a rappelé aux participants la tenue du prochain atelier régional de l'Asie sur la mise en œuvre du Partenariat Mondial et ses liens avec le Programme de développement pour l'après-2015, qui se tiendra à Dhaka, du 25 au 27 août.

14. Les États-Unis ont insisté sur la nécessité de redoubler d'efforts pour honorer les engagements pris à Busan dans la perspective de 2015 et ont souligné que la mobilisation des ressources intérieures, la transparence et l'inclusion sont étroitement interdépendantes. Les États-Unis ont suggéré de fixer des objectifs concernant la mobilisation de ressources nationales pays par pays comme moyen de promouvoir les progrès concrets sur la question.

15. L'Union européenne a réaffirmé avoir accordé la priorité à la question de la mobilisation des ressources nationales et l'a rattachée à la question de la transparence et de l'aide en tant que catalyseur des autres formes de financement du développement. L'UE a également rappelé qu'elle a récemment approuvé des règles contraignantes sur la question connexe de la gestion des ressources naturelles.

16. La Fondation Rockefeller a noté sa participation au réseau NetFWD et a parlé de l'accent qu'elle met sur la croissance équitable et le renforcement de la capacité de résistance comme les deux principaux piliers sur lesquels repose une variété d'initiatives dirigées par les africains. La Fondation Rockefeller a également demandé un siège permanent pour les fondations au Comité de pilotage.

17. La Turquie a fait remarquer que des différences significatives sont constatées sur le continent africain, des pays en voie de transition au Nord à des économies connaissant une croissance réussie, en passant par des États fragiles, qui sont encore fortement tributaires de l'aide. La Turquie a attiré l'attention sur la nécessité de soutenir des infrastructures et des institutions publiques fonctionnelles et autonomes dans des pays comme la Somalie, où la Turquie mène des efforts internationaux. Elle a demandé que la mobilisation de ressources intérieures, l'appui aux partenariats public-privé et le partage d'expériences de partenaires du Sud servent d'outils novateurs pour fournir des ressources supplémentaires en faveur du développement.

18. Au cours de la séance de clôture, M^{me} Okonjo-Iweala a encouragé l'UA à prendre en compte les idées spécifiques et les observations formulées par les membres du Comité de pilotage pour faire avancer la discussion sur la mobilisation des ressources nationales. Elle s'est félicitée de l'appui général aux activités sur cette question et a précisé que celles-ci devraient constituer un programme dirigé par les africains.

Séance 2 : Préparer la première réunion au niveau ministériel du Partenariat Mondial : vision et éléments du programme (présidée par M^{me} Armida Alisjahbana, Indonésie)

19. M^{me} Alisjahbana a ouvert la séance en expliquant que les Coprésidentes ont – sur la base des débats qui se sont déroulés lors de la deuxième réunion du Comité de pilotage et des

contributions apportées par les membres du Comité de pilotage suite à cette réunion – formulé une proposition initiale du contenu de la première réunion au niveau ministériel du Partenariat Mondial. M^{me} Alisjahbana a souligné son désir de voir la réunion au niveau ministériel rassembler un grand nombre d'acteurs et l'a identifiée comme une occasion importante de promouvoir l'établissement de liens avec le Programme de développement pour l'après-2015.

20. Le Royaume-Uni a présenté le projet d'ordre du jour de la réunion au niveau ministériel, élaboré par les trois Coprésidentes, décrivant le processus de consultation mené par le Comité de pilotage à ce jour (voir le Document 1). Outre les résultats spécifiques aux thèmes et aux séances, plusieurs prestations principales stratégiques/politiques à fournir ont été proposées y compris, l'engagement ferme de toutes les circonscriptions et de tous les acteurs ; un ensemble de mesures convenues visant à améliorer la coopération au développement ; et, le consensus sur le rôle du Partenariat Mondial en ce qui concerne le Programme pour l'après-2015.

21. En sa qualité d'hôte de la réunion au niveau ministériel, le Mexique, a souligné son désir de voir le Partenariat servir de facilitateur de haut niveau d'un cadre de développement pour l'après-2015. Le Mexique a exprimé sa volonté de travailler avec les autres et d'investir dans un événement réussi. Le Mexique a pris note du travail effectué par les Coprésidentes et le Comité de pilotage sur un premier ordre du jour et a expliqué son intention de l'affiner davantage afin :

- de mettre davantage l'accent sur les pays à revenu intermédiaire (PRI), leurs problèmes de développement et leur rôle dans les partenariats de développement ;
- d'examiner la coopération Sud-Sud et triangulaire, qui transcende le partage des connaissances ;
- de faire le lien avec le cadre de l'après-2015 et le programme de développement durable à la suite de Rio +20 ;
- de renforcer la participation de la société civile et d'envisager comment faire participer au programme la jeunesse et les parlementaires de manière plus active.

22. Le Mexique a expliqué qu'il s'entretenait actuellement avec les Coprésidentes pour fixer des dates possibles pour la tenue de la réunion au niveau ministériel en 2014 et qu'une décision définitive devrait être prochainement annoncée. Il a souligné qu'il souhaitait voir de fortes consultations régionales et plurilatérales, mises en œuvre par les membres, avant la réunion.

23. Au cours de la discussion qui a suivi, plusieurs membres ont convenu de la nécessité d'identifier / de clarifier / de faire progresser les liens entre le travail du Partenariat Mondial et du Programme de développement pour l'après-2015 – beaucoup plus large et en pleine évolution – (le PNUD, l'UE, la Banque mondiale, l'UIP, l'OCDE/CAD). Le Partenariat Mondial pourrait jouer un rôle en proposant par exemple des buts et des objectifs pour une coopération efficace au service du développement dans le cadre de l'après-2015 (Banque mondiale).

24. Certains membres ont également suggéré de revoir le nom de la réunion « au niveau ministériel » car certains sont d'avis qu'elle ne prend pas en compte adéquatement le caractère inclusif du Partenariat Mondial. Diverses idées ont été proposées/propositions ont été faites, dont « la réunion des dirigeants mondiaux du développement ou la réunion mondiale des dirigeants du développement » (UE). D'autres participants ont également demandé si le Partenariat Mondial pourrait être rebaptisé « Partenariat Mondial de Busan » pour plus de clarté, bien qu'il n'y ait eu aucun accord sur ce point.

25. Les participants ont souligné que la réunion devrait être un événement qui met l'accent sur le politique et l'action et qui insiste sur la mise en évidence des progrès accomplis depuis Busan (POED, Corée, Timor-Oriental, OCDE/CAD). Le Timor-Oriental a transmis l'importance

particulière accordée par les pays du G7+ à l'utilisation de la réunion pour présenter les progrès réalisés en ce qui concerne la mise en œuvre des engagements de Busan et de la Nouvelle donne. Le CAD de l'OCDE a souligné l'importance de la poursuite des efforts du CAD pour mettre en œuvre les engagements de Busan et qu'il était important de montrer des exemples de réussites lors de la réunion. Un accord général s'est dégagé quant à la nécessité d'un communiqué, et certains ont suggéré que ce dernier devrait se concentrer sur les mesures visant à mettre en œuvre les engagements, plutôt que de renégocier les engagements pris à Busan (POED ou Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement). D'autres ont proposé que le format des séances doive refléter le caractère inclusif et plurilatéral du Partenariat.

26. Le développement inclusif a été jugé comme important par le POED et les États-Unis. Ils ont tous deux suggéré que le thème occupe une place plus importante à l'ordre du jour, avec le POED expliquant la pertinence de ce thème par rapport aux principes partagés convenus à Busan et les États-Unis, exprimant leur préoccupation face au rétrécissement de l'espace destiné à l'activité de la société civile au plan mondial. L'UIP a fait le lien avec la gouvernance démocratique et le rôle des parlementaires. La Fondation Rockefeller a exprimé son soutien au programme du développement inclusif et a demandé de quelle façon le rôle des fondations pourrait être mieux reflété dans ce travail.

27. Un accueil largement favorable a été réservé à la proposition du Mexique visant à examiner comment la coopération Sud-Sud et triangulaire pourrait figurer à l'ordre du jour. Le Bangladesh a informé les participants de sa récente participation à une réunion sur la coopération triangulaire, accueillie par le Portugal en mai 2013, qui rassemblait 69 participants de 47 pays. La réunion de Lisbonne a identifié plusieurs façons de mieux effectuer le suivi, tirer parti des expériences et promouvoir la coopération triangulaire et a proposé que les conclusions de ce dialogue politique puissent orienter les discussions lors de la réunion au niveau ministériel du Partenariat Mondial.

28. Plusieurs participants ont largement soutenu les idées avancées sur les impôts et la mobilisation de ressources nationales énoncées dans la proposition des Coprésidentes. Le Tchad a spécifiquement fait référence aux discussions de la veille, organisées par l'Union africaine, identifiant la fiscalité, la mobilisation des ressources nationales et le partage des connaissances comme les éléments les plus importants de la proposition pour l'Afrique. Le CAD/OCDE s'est félicité du leadership africain sur l'ordre du jour de la fiscalité/des ressources nationales et a souligné sa capacité de jouer un rôle dans ce domaine. Il a également informé les participants des travaux du CAD en cours pour examiner les mesures et les concepts clés de financement du développement, invitant les autres participants à y contribuer.

29. Le Royaume-Uni, le CAD/OCDE et l'IBLF (Forum international des dirigeants d'entreprise) ont insisté sur le fait que « les Éléments constitutifs » établis à Busan pouvaient être des sources potentielles de contributions et de contenu pour l'ordre du jour.

30. L'Afrique du Sud s'est félicitée de l'accent mis par le Mexique sur les pays à revenu intermédiaire, notant que le partenariat a donné l'occasion aux pays à revenu intermédiaire et émergents de participer au dialogue international sur le développement.

31. Le Brésil a souscrit à l'accent mis sur le partage des connaissances et a souligné l'opportunité offerte par le Partenariat Mondial de partager des expériences de coopération au développement.

32. L'OFID (Fonds de l'OPEP pour le développement international) a présenté les travaux du groupe de coordination des donateurs arabes et a exposé une vue d'ensemble des efforts déployés par l'OFID pour mettre en œuvre certains engagements de Busan (par ex., l'utilisation des systèmes nationaux ; la révision des politiques et approches orientées sur les résultats et la transparence).

33. En conclusion, les coprésidents ont noté que les éléments initiaux proposés dans le programme des Coprésidentes pour la réunion au niveau ministériel ont été largement approuvés et ont convenu de la nécessité de poursuivre le travail relatif au champ d'application et la consultation (par ex., sur les PRI ; le développement inclusif). Il a aussi été largement admis que tout communiqué devrait rester concentré sur la mise en œuvre des engagements de Busan, plutôt que de rouvrir des débats sur ces engagements ou de chercher à les élargir.

Séance 3 : Préparer la première réunion ministérielle du Partenariat Mondial : les progrès accomplis depuis Busan *(présidée par Anthony Smith, Royaume-Uni)*

34. Le Royaume-Uni a invité les participants à discuter des moyens par lesquels des messages politiques peuvent être préparés pour la première séance de la réunion au niveau ministériel, s'appuyant sur les processus en cours de suivi au niveau international ainsi que sur des éléments probants complémentaires qui peuvent mettre en évidence les principaux progrès et défis de la mise en œuvre des engagements Busan.

35. La Banque mondiale a proposé que cette séance devrait contribuer à la facilitation des discussions sur l'efficacité du développement au niveau des pays, y compris, sans que cela soit exhaustif, de généraliser l'utilisation des systèmes nationaux et de communiquer les contributions potentielles du Partenariat Mondial au Programme de développement pour l'après-2015, dans les domaines de développement du secteur privé, du partage des connaissances, de l'efficacité du développement et du développement transparent et inclusif.

36. L'UIP a fait remarquer qu'elle œuvre actuellement à mettre au point un indicateur pour évaluer le degré d'efficacité de suivi de l'aide au développement par les parlements, et qu'elle pourrait présenter certaines des données factuelles de ce travail à l'occasion de la réunion au niveau ministériel.

37. Le Timor-Oriental au nom des pays partenaires du G7+ a approuvé les grandes lignes de la séance telles que figurant dans la note conceptuelle, en insistant sur la nécessité de garantir la prise en considération des perspectives des pays partenaires lors de l'affinement du fond de cette séance. Le Samoa a également noté que le dialogue entre les pays partenaires des ateliers régionaux pourrait mieux orienter les questions clés prioritaires de cette séance.

38. Le débat a souligné l'importance des messages politiques forts de cette séance de la réunion au niveau ministériel afin de donner le ton pour poursuivre le dialogue sur la coopération au développement. Le Nigeria a ajouté que la séance devra rapprocher les progrès réalisés et les défis à relever lors de la mise en œuvre des engagements de Busan sur l'efficacité du développement avec une démonstration de la valeur ajoutée du Partenariat Mondial, compte tenu du nouveau Programme pour l'après-2015 qui reflète un paysage de développement en constante évolution.

39. Les États-Unis, ont souligné que le Partenariat Mondial est un cadre visant à réaliser la vision exposée à Busan. À cet égard, en se concentrant spécifiquement sur ce que les divers groupes ont accompli en vue de faire avancer l'agenda sera un atout unique pour contribuer au dialogue de l'après-2015. Le Royaume-Uni a aussi renforcé dans ce contexte la nécessité d'une séance prospective pour veiller à ce que les discussions ne mettent pas seulement l'accent sur les discussions Nord-Sud, mais aussi sur un dialogue inclusif sur les progrès réalisés depuis Busan.

40. Le POED a suggéré dans ce contexte que la séance puisse être divisée en deux segments, dont l'un mettant l'accent sur la démonstration de ce qui a été réalisé, s'appuyant sur le suivi ainsi que sur les données factuelles qualitatives qui peuvent être fournis par divers partenaires ; et l'autre axé sur l'approfondissement du dialogue relatif au développement inclusif,

éventuellement en se concentrant sur l'appropriation nationale démocratique en tant que point d'ancrage. Il a aussi été largement admis que cette séance devrait se pencher sur les éléments probants concernant la façon dont le développement inclusif a été exécuté sur le terrain, de la même manière que l'on examinera les trois autres grands principes de l'efficacité du développement. Une réunion préparatoire sur le développement inclusif a également été proposée avant la réunion de niveau ministériel, et ce, afin de permettre des débats appropriés. Toutefois, le Royaume-Uni et d'autres participants se sont demandé s'il s'agissait de la bonne manière d'assurer qu'un accent soit fortement mis sur le caractère inclusif – ce qui laisse supposer que le format de toutes les séances et de la réunion dans son ensemble devrait être aussi inclusif que possible.

41. Le Mexique a souligné l'importance cruciale des messages politiques s'appuyant sur le processus de suivi. Il a également noté qu'une participation plus large et plus profonde des parties prenantes est importante, et qu'il faut inciter d'autres pays à participer au processus de suivi.

42. Le PNUD a également souligné la nécessité de veiller à ce que les aspects inachevés relatifs à l'efficacité de l'aide soient envisagés dans cette séance, et que cette dernière pourrait également démontrer le degré de mise en œuvre du partenariat inclusif au niveau national, et inclure un accent renforcé sur la redevabilité mutuelle.

43. Dans l'ensemble, la discussion a mis en exergue l'importance politique de cette séance pour démontrer les progrès accomplis et les difficultés rencontrées depuis Busan lors de la mise en œuvre des engagements ; et, que la séance devrait donner le ton politique en vue de rapprocher le suivi des engagements des travaux futurs et des défis, pour répondre à l'évolution du paysage de développement. La précision quant aux résultats spécifiques et aux prestations à fournir de la séance, a également suscité de l'intérêt.

Séance 4 : Faire avancer les thèmes porteurs de la réunion au niveau ministériel (présidée par Anthony Smith, Royaume-Uni)

44. Dans cette séance, les membres du Comité de pilotage ont discuté des trois autres séances contenues dans la proposition des Coprésidentes de la réunion ministérielle sur le partage des connaissances ; la mobilisation des ressources nationales ; et, le secteur privé (voir le Document 1).

Partage des connaissances

45. L'Indonésie a présenté la dernière version de sa note conceptuelle sur le partage des connaissances. Sachant que la facilitation du partage des connaissances et du partage des enseignements tirés est l'un des mandats du Partenariat Mondial, l'Indonésie a fait remarquer que l'objectif principal de sa proposition est de renforcer les résultats de développement durable grâce au partage des connaissances des enseignements tirés et à la participation élargie des parties prenantes en encourageant la coopération Sud-Sud et triangulaire.

46. Les principales prestations à fournir pour la séance du partage des connaissances pourraient inclure : 1) le lancement des activités pilotes et des boîtes à outils pour généraliser les centres de connaissances dirigés par les pays ; et, 2) l'élaboration d'une « plateforme hybride de partage des connaissances ». Ces centres et cette plateforme pourraient faciliter le partage des connaissances sur des domaines de fond spécifiques (par ex., les engagements de Busan, la mobilisation des ressources nationales, le secteur privé, les pays à revenu intermédiaire, la réduction de la pauvreté, l'intervention en cas de catastrophes) ; la fourniture d'un mécanisme de courtage ; et la contribution à l'optimisation des sources de financement existantes. L'Indonésie a souligné la possibilité d'utiliser ce travail pour contribuer au Programme de développement pour

l'après-2015, ainsi qu'à la nécessité de s'associer aux plateformes thématiques du G20 et du FCD.

47. La séance au niveau au niveau ministériel pourrait comprendre une réunion-débat avec des sous-séances présentant le centre hybride de connaissances et présentant des expériences nationales. L'Indonésie s'est félicitée de la volonté de la Corée et de la Banque mondiale de continuer à contribuer activement à ce travail et a fait remarquer que les autres pays et organisations sont invités à y prendre part également.

48. Plusieurs membres ont signalé l'importance de préciser quels sont les résultats et les prestations attendus pour cette séance, (UE, OCDE, Royaume-Uni, PNUD). Sur le plan des conseils stratégiques (ou de l'encadrement politique), le Nigeria a suggéré de faire la distinction entre les connaissances « opportunes » nécessaires pour répondre à une demande immédiate et les connaissances plus approfondies pour aborder des secteurs spécifiques, en notant que, pour le premier, un système en ligne pour recueillir des instruments et des méthodologies existantes pourrait représenter une prestation à fournir. Un événement de suivi des résultats dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire a également été suggéré comme une possible prestation à fournir (Banque mondiale).

49. Certains membres ont également demandé davantage de clarté quant à la définition de la valeur ajoutée du débat sur le partage des connaissances par rapport à des discussions dans d'autres forums. Les membres ont noté que la plateforme proposée de partage des connaissances nécessiterait des ressources financières, et que la portée de la proposition devrait donc être bien définie (Corée, Banque mondiale).

50. Les membres ont suggéré qu'il pourrait être utile de partager des connaissances liées aux engagements de Busan (Corée) ; d'offrir des études de cas et des boîtes à outils dans les divers axes de travail pour la réunion au niveau au niveau ministériel (Banque mondiale) ; de mettre l'accent sur la coopération Sud-Sud (UE, Banque mondiale) ; et de veiller à ce que les connaissances soient aussi partagées par les pays en développement/bénéficiaires, ainsi que par la société civile et les parlements (Indonésie, Nigeria, OCDE). Certains membres ont aussi signalé l'importance de s'assurer que toutes les circonscriptions ont la capacité technique de participer à la plate-forme proposée des connaissances et de l'utiliser (Samoa).

51. Au nom des banques multilatérales de développement (BMD), la Banque mondiale a résumé la contribution des BMD à la note conceptuelle relative au partage des connaissances du Partenariat Mondial, que ces dernières ont soumise à l'Indonésie avant la réunion du Comité de pilotage. Les BMD proposent une approche pragmatique pour le travail de réseautage de partage des connaissances des centres de connaissances dirigés par les pays du Partenariat Mondial ; élaborant des conseils pratiques pour l'échange de connaissances axées sur les résultats, y compris l'échange de connaissances Sud-Sud et triangulaire ; mettant au banc d'essai les conseils dans les domaines thématiques des travaux du Partenariat Mondial ; et cartographiant les plateformes et les centres existants de partage des connaissances. Au nom des banques multilatérales de développement concernées, la Banque mondiale a offert le soutien des BMD au travail à effectuer à l'avenir.

52. Certains ont exprimé le désir que la séance relative au partage des connaissances contribue aux discussions du Programme de développement pour l'après-2015, grâce à l'ajout du partage des connaissances en tant que question au programme pour l'après-2015 et à son utilisation pour promouvoir le partage des connaissances concernant d'autres questions dans le cadre de l'après-2015 (Indonésie, Banque mondiale).

53. Des membres ont suggéré que le point proposé de l'ordre du jour sur le partage des connaissances à la réunion au niveau ministériel soit fusionné avec une discussion proposée de la coopération Sud-Sud et triangulaire.

54. La Banque mondiale a offert d'accueillir les événements politiques et techniques en marge des assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI, qui ont été marquées comme une étape importante pour ce domaine d'activités.

Mobilisation des ressources nationales

55. M^{me} Okonjo-Iweala a brièvement présenté son document d'informations sur la mobilisation des ressources nationales, qui avait été présenté la veille lors de l'événement de haut niveau de l'Union africaine sur la mobilisation des ressources nationales en Afrique. Elle a fait remarquer que, dans le contexte d'une diminution de l'APD, il fallait identifier les occasions favorables de tirer parti des ressources nationales, et a signalé l'important travail accompli par le Panel africain sur les flux illicites, présidé par l'ancien président sud-africain Thabo Mbeki ; par le G8 sur le transfert des prix ; et, sur la gestion des ressources naturelles.

56. M^{me} Okonjo-Iweala a suggéré que les préparatifs d'une séance lors de la réunion au niveau ministériel pourraient être poursuivis par un groupe de travail, comprenant l'Union africaine ; 1 à 2 pays africains ; et, d'autres organisations, y compris un rôle pour la société civile, les parlements nationaux et le secteur privé. Un document d'informations ciblé pourrait être préparé, et les prestations à fournir devraient insister sur les mesures concrètes à prendre.

57. En ce qui concerne les discussions à la réunion au niveau ministériel, M^{me} Okonjo-Iweala a proposé d'instaurer des liens étroits avec les discussions du Programme de développement pour l'après-2015 et les travaux du Groupe de haut niveau. Des liens potentiels prévoient les objectifs se rapportant à la gestion de la gouvernance des actifs des ressources naturelles et à des institutions efficaces ; et, à la création d'un environnement mondial favorable ainsi qu'à un effet catalyseur des financements à long terme.

58. Le Comité de pilotage a largement soutenu la proposition des Coprésidentes, en particulier les questions sur les flux illicites ; le transfert des prix ; le soutien à l'administration ou à la réforme fiscale ; et, la responsabilisation citoyenne à l'égard de la politique fiscale.

59. Le POED a également souligné l'importance d'aborder l'évasion fiscale – tant au niveau des incitations nationales pour les investisseurs, qu'au niveau des règles internationales ; et, de faire face aux risques associés à la croissance axée sur les industries extractives.

60. Certains membres ont suggéré que la détermination de cibles pourrait constituer une partie importante d'une prestation à fournir, en notant leur utilisation dans la création d'une norme et en encourageant la concurrence positive (UE, États-Unis). Les membres ont demandé quelques précisions à propos de la notion du rôle catalytique de l'APD.

61. La CUA a noté que l'Afrique prépare actuellement une position commune sur le Programme de développement pour l'après-2015, en nommant un Comité de haut niveau pour s'en occuper. L'UA prépare également un « Programme 2063 » qui comprend un programme ambitieux sur la mobilisation des ressources nationales. La CUA a également marqué la pertinence des débats lors de l'événement de la veille sur la mobilisation des ressources nationales en Afrique, y compris des études de cas de la RDC (amélioration des systèmes d'encaissement des recettes) et du Rwanda (systèmes électroniques).

Secteur privé

62. L'IBLF a d'abord relevé que la prolifération des processus internationaux discutant de la contribution du secteur privé au développement peut prêter à confusion. En particulier, il serait utile d'obtenir davantage de précisions quant à la valeur ajoutée du Partenariat Mondial à cet égard. Le groupe du secteur privé est déjà activement impliqué dans le processus de Rio + 20 sur le développement durable, ainsi que dans l'établissement du Forum politique de haut niveau.

63. L'IBLF a présenté la note conceptuelle préparée pour la réunion. La note comprenait trois éléments principaux : (1) la promotion d'un environnement favorable à la participation du secteur privé au développement ; (2) la mise en place de mécanismes innovants pour tirer parti des investissements du secteur privé ; et, (3) le milieu d'affaires en tant que partenaire du développement, y compris la coopération entre les entreprises et le secteur public et la société civile.

64. Chacun des trois éléments pourrait être encouragé en tant qu'idées de « présentation » (des discussions de style TED ont été présentées comme une composante possible de tous les points de l'ordre du jour de la proposition des Coprésidentes). Une prestation à fournir pourrait inclure une feuille de route pour la réalisation de progrès dans ces trois domaines, progrès qui seraient signalés lors de la prochaine réunion au niveau ministériel. Des documents de réflexion dans chaque domaine pourraient être préparés à l'avance. La déclaration du secteur privé préparée pour le Forum de haut niveau de Busan pourrait en être une base importante. L'IBLF a noté que ces trois éléments ne doivent pas forcément être inclus lors de la réunion au niveau ministériel ; et, qu'il pourrait y avoir un événement préalable pour couvrir une partie de ce domaine.

65. Plusieurs membres ont suggéré la nécessité de restreindre le champ de l'ordre du jour. En même temps, la discussion a mis en évidence plusieurs autres domaines qui pourraient figurer dans cette séance. Des membres ont signalé l'importance du rôle du gouvernement dans l'expansion du secteur privé dans les pays en développement (Tchad, Nigeria, UA, OFID). L'OCDE a affirmé qu'il serait important de fonder les discussions sur les données factuelles recueillies sur le terrain.

66. Dans le cadre des trois domaines de fond proposés, il existait un soutien considérable pour mettre l'accent sur des partenariats entre les diverses parties prenantes au niveau national, impliquant les entreprises, car cela permettrait de donner suite à l'esprit du Document final de Busan. Il serait utile de mettre en évidence les partenariats spécifiques qui se sont concrétisés sur le terrain en vue de généraliser les bonnes pratiques ; et, de se concentrer sur des mécanismes de dialogue dans chaque pays (IBLF, Royaume-Uni, PNUD, États-Unis). En outre, certains membres ont manifesté de l'intérêt pour cerner la discussion en matière d'efficacité, et sur la façon dont le gouvernement peut aider les entreprises à contribuer au développement et dont les entreprises peuvent aider à la réalisation des priorités gouvernementales du développement (Mexique). Des membres se sont également montrés favorables à l'établissement de liens étroits avec le Programme de développement pour l'après-2015, indiquant différentes façons d'atteindre l'objectif consistant à établir des partenariats pour réaliser le Programme de développement ; et, éventuellement à la contribution aux indicateurs de l'après-2015 (Royaume-Uni, États-Unis).

67. La Banque mondiale a offert le soutien des BMD à l'axe de travail relatif au secteur privé et a souligné la possibilité de formuler des recommandations sur la contribution du secteur privé au cadre de développement pour l'après-2015. Elle a également suggéré, avec d'autres membres du Comité de pilotage, qu'il importerait d'établir un lien solide avec le renforcement du climat de l'investissement pour attirer l'attention des ministres. La question de savoir si le Partenariat Mondial serait le forum le plus approprié pour des discussions sur l'environnement favorable aux entreprises, a donné lieu à un long débat.

68. D'autres domaines d'intérêts possibles comprenaient le secteur informel (Nigeria, UA) ; les petites et moyennes entreprises (POED, OCDE, UA, OFID) ; le secteur privé local (OCDE) ; le rôle des fondations, y compris « *l'impact investing* » (investissement à impact social et/ou environnemental) (Rockefeller) ; les droits de l'homme et le travail décent (POED) ; la transparence (États-Unis) ; la gestion des ressources naturelles (UA) ; et, le rôle important d'une cohérence des politiques à l'égard du commerce, de l'investissement et d'autres politiques –

particulièrement pertinentes pour les pays à revenu intermédiaire qui ne sont pas tributaires de l'aide pour le financement (Mexique, Afrique du Sud).

69. Les membres ont encouragés les efforts visant à fournir des liens vers d'autres domaines de l'ordre du jour, y compris la mobilisation de ressources intérieures, les partenariats inclusifs et le partage des connaissances.

70. Sur le plan des prestations à fournir, il serait utile de les adapter à la demande du secteur privé, afin d'encourager la participation de haut niveau des entreprises. Le POED a suggéré la possibilité d'un Pacte ou d'un document sur la manière dont les différents acteurs peuvent travailler ensemble, en s'appuyant sur le modèle du Groupe consultatif sur les OSC et l'efficacité de l'aide, établi après le Forum de haut niveau de Paris.

71. Les membres ont proposé que toute déclaration pourrait être incorporée dans le communiqué plus large de la réunion.

72. En ce qui concerne les autres acteurs à impliquer dans les préparatifs de la séance, le débat a évoqué les rôles possibles de l'Élément constitutif du secteur privé et du Pacte mondial.

Séance 5 : Mettre à jour les efforts de suivi au niveau international

73. L'équipe d'appui a fait état des progrès accomplis et des prochaines étapes dans la mise en œuvre du cadre de suivi au niveau international lié à l'accord de partenariat de Busan (voir le Document 2: Vue d'ensemble et statut des efforts de suivi mondial). Le processus de consultation menant à la finalisation du guide du cadre de suivi a été décrit, ainsi que les premières indications de la volonté des pays à participer au processus mondial (plus de 40 pays en développement ont confirmé leur participation). Des travaux méthodologiques en cours sur certains indicateurs ont été résumés, comme l'ont été les occasions favorables pour les parties prenantes de soutenir le processus dans son ensemble. L'équipe a donné des précisions sur son rapport, qui est axé sur les dix ensembles d'indicateurs convenus. Les membres du Comité de pilotage ont été invités à examiner d'autres types d'éléments probants qu'ils pourraient vouloir prendre en compte lors des discussions au niveau ministériel, qui ne figureront pas dans le rapport d'avancement en cours de préparation par l'équipe d'appui.

74. Au cours des débats qui ont suivi, plusieurs pays ont souligné l'importance du cadre de suivi mondial et ont évoqué les initiatives nationales en cours qui permettraient de l'alimenter (par ex., les efforts déployés par le Samoa et les îles Pacifique pour effectuer le suivi des progrès réalisés au niveau régional ; les efforts de suivi du G7+, qui sont complémentaires).

75. Les participants ont réclamé de prolonger le délai initial imparti pour soumettre les données compte tenu de la date de la réunion au niveau ministériel, indiquant que cela pourrait contribuer à faire participer d'autres pays au processus. Le Tchad a confirmé que l'Union africaine s'employait à faire connaître le processus de suivi dans la région et à encourager la participation de ses pays membres.

76. Plusieurs participants ont identifié le besoin d'un soutien consultatif et d'une assistance technique aux pays participant au processus (Tchad, Banque mondiale, PNUD), avec certains mentionnant le potentiel du PNUD de fournir un appui dans ce domaine. Le PNUD a noté que son aptitude à fournir un tel soutien dépendrait des contributions volontaires des membres pour combler son déficit de financement important lié aux activités d'appui du Partenariat Mondial.

77. L'UE a demandé qu'il y ait plus d'efforts concertés pour mener à bien des travaux méthodologiques sur certains des indicateurs mondiaux restants. Les États-Unis ont noté que les

attentes à l'égard de la base de données probantes pour la première réunion au niveau ministériel devraient être gérées avec prudence, étant donné les défis associés à certains indicateurs et à la nature de référence de certains éléments probants qui seront produits.

78. Plusieurs pays et organisations ont mentionné qu'ils faisaient des efforts pour informer les bureaux nationaux et les missions sur le terrain afin de leur permettre de jouer un rôle de soutien au processus de suivi : toutes les missions à l'étranger de l'Union européenne ont été informées du processus ; la Banque mondiale a exprimé la volonté des BMD d'informer leurs bureaux nationaux et a demandé que l'équipe d'appui prépare un document standard d'une page disponible à des fins de communication. Il a été proposé d'élaborer une brève note d'orientation pour les donateurs, avec le soutien de l'équipe d'appui afin de faciliter cette sensibilisation.

79. Les coprésidents, résumant les discussions, ont souligné la nécessité de gérer soigneusement les attentes par rapport à la base des données probantes. Ils ont identifié la nécessité d'efforts plus soutenus de la part des membres du Comité de pilotage pour assurer une large participation au processus et ont souscrit à la suggestion que les calendriers soient revus afin de s'assurer que la base de données probantes la plus large possible soit prête à temps pour la réunion au niveau ministériel. Les Coprésidentes ont pris note des efforts nationaux en cours pour effectuer le suivi de la mise en œuvre des engagements de Busan et ont suggéré que les pays pourraient jouer un rôle plus important dans la communication de telles initiatives.

Séance 6 : Promouvoir l'action du Partenariat Mondial *(présidée par Wismana Adi Suryabrata, Indonésie)*

80. Le Royaume-Uni a présenté un compte-rendu sur quelques événements mondiaux, auxquels il a assisté depuis la précédente réunion du Comité de pilotage à Bali. Le Royaume-Uni a fait remarquer que les thèmes discutés au sein du Partenariat Mondial ont constamment été évoqués dans tous les forums clés, tels que la fiscalité internationale au sommet du G8 et le partage des connaissances à l'occasion de la réunion du Groupe de travail du G20 sur le développement. Le Royaume-Uni et l'OCDE avaient également organisé conjointement un atelier sur le Partenariat Mondial pour ses circonscriptions en juillet.

81. Le Nigeria a fait état du Symposium de haut niveau du FCD, qui s'est tenu à Addis-Abeba en juin. Le Partenariat Mondial figurait au premier rang dans un événement de sensibilisation qui avait attiré beaucoup de monde et au cours duquel des acteurs du développement très divers ont l'occasion de présenter des exemples concrets de mise en œuvre des engagements de Busan au niveau national. Les membres du Comité de pilotage qui ont participé à ce Symposium se sont également entretenus avec le Secrétaire général adjoint chargé des affaires économiques et sociales, M. Wu Hongbo et ont convenu que l'équipe d'appui devrait travailler avec le DAES en vue de poursuivre leur collaboration.

82. Le PNUD a présenté un compte-rendu concernant la première Conférence sur les fournisseurs du Sud, qui avait été conjointement organisée par le gouvernement de l'Inde et le DAES de l'ONU à New Delhi en avril. Un débat franc et fructueux a mis en évidence l'avantage comparatif de la coopération au développement Sud-Sud comme étant axé sur la demande, sans condition, tenant compte de l'appropriation nationale et basé sur des responsabilités communes mais différenciées. Les recommandations finales des participants incluaient le renforcement de la collecte des données factuelles et de l'analyse des données en vue de traduire les bonnes pratiques de coopération en normes ; l'amélioration de l'évaluation et du contrôle de la qualité ; la mise en place de plateformes régionales et nationales d'intérêts communs pour relever les défis et trouver des solutions en matière de coopération au développement du Sud ; et, le renforcement du soutien multilatéral et régional, en particulier pour le renforcement des capacités et le partage des connaissances.

83. Le Mexique a ajouté que de nombreux participants à la réunion de Delhi ont critiqué le Partenariat Mondial, qu'ils percevaient comme étant dirigé par l'OCDE. La réunion a également suscité un débat animé sur la question de savoir si les fournisseurs « traditionnels » et les fournisseurs du Sud partagent le même niveau de responsabilité d'assurer la coopération au développement, et il était d'avis qu'il serait utile de tenir compte de cette discussion dans le cadre de la réunion ministérielle.

84. Les membres ont signalé les événements à venir, y compris le forum du secteur privé sur l'Afrique à la prochaine Assemblée générale de l'ONU et l'Exposition sur le développement Sud-Sud à Nairobi.

85. Plusieurs participants ont également évoqué la question du rôle des observateurs dans les réunions futures et, de façon plus générale, de la composition du Comité de pilotage. À cet égard, le secteur privé a fait remarquer qu'il serait difficile de partager son siège au Comité de pilotage avec des fondations philanthropiques, compte tenu des différents rôles et agendas de ces deux groupes.

86. Le Royaume-Uni a proposé d'établir un certain nombre de groupes de travail pour faire avancer les discussions sur des thèmes spécifiques envisagés pour la réunion au niveau ministériel. Il a été convenu qu'il serait moins contraignant d'identifier des champions pour chacun des thèmes porteurs, comme indiqué dans le résumé de la séance 7 [voir ci-dessous]. Les membres du Comité de pilotage ont également convenu d'utiliser l'espace communautaire pour s'organiser, partager des informations et consulter tous les membres du Partenariat Mondial sur ces thèmes.

Séance 7 – Étapes critiques et division du travail au cours des préparatifs de la réunion ministérielle *(présidée par Anthony Smith, Royaume-Uni)*

87. Le Comité de pilotage a examiné les principales étapes critiques et les travaux préparatoires de fond nécessaires avant la tenue de la réunion au niveau ministériel, notamment des travaux supplémentaires menés par les membres sur la préparation de l'ordre du jour et sur l'approfondissement et l'élargissement de l'engagement des parties prenantes. À cette fin, la séance a convenu de sept domaines dont il faudra poursuivre l'élaboration et a identifié les champions (chefs de file) pour chaque domaine afin qu'ils dirigent cette activité. Les Coprésidentes ont noté que ces domaines ne résulteraient pas tous forcément en une séance distincte.

Thèmes	Champions
1. Mise en œuvre des engagements de Busan	UE, POED
2. Mobilisation des ressources nationales	Nigeria, UA, UE
3. Partage des connaissances	Indonésie, Banque mondiale, Corée
4. Secteur privé	Banque mondiale (BDM), Royaume-Uni, Secteur privé
5. Pays à revenu intermédiaire	Mexique
6. Coopération Sud-Sud et triangulaire	Mexique, Indonésie, Bangladesh
7. Développement inclusif	États-Unis, POED

88. Les participants ont également convenu des trois phases de préparation et des principales étapes critiques suivantes avant la première réunion ministérielle.

89. Entre juillet et octobre, les pays ou organisations chefs de file (les champions) au sein du Comité de pilotage ont été chargés de tenir des consultations d'ensemble avec tous les membres du Partenariat Mondial à l'égard des domaines d'intérêts, de sensibiliser les Éléments constitutifs et d'autres réseaux existants, d'identifier quels travaux analytiques supplémentaires

sont nécessaires et d'élaborer des propositions renforcées sur chaque séance ou sur l'ordre du jour de façon plus générale (par ex., le format). Dans certains cas, une note conceptuelle d'introduction pourrait être requise. Dans d'autres cas, le point de départ serait le renforcement de la proposition des Coprésidentes pour cette séance. La prochaine réunion du Comité de pilotage (début octobre) devrait s'entendre sur une structure définitive de l'ordre du jour et sur un ensemble de prestations à fournir pour la réunion au niveau ministériel.

90. Entre octobre et janvier un plan et des dispositions logistiques plus détaillés pour chaque séance de la réunion au niveau ministériel seront préparés. Une équipe centrale plus restreinte, composée des Coprésidentes, de l'équipe du pays hôte et de l'équipe d'appui, devra mener à bien cette initiative. Le Comité de pilotage se réunira ensuite au début de l'année prochaine afin d'approuver un ordre du jour détaillé définitif et de lancer une dernière phase de consultation, de sensibilisation et de participation, y compris avec les médias.

91. De janvier à la tenue de la réunion au niveau ministériel, le Comité de pilotage ainsi que le reste des membres du Partenariat Mondial œuvreront à obtenir un accord concernant l'ensemble de résultats concrets et de prestations à fournir pour la première réunion ministérielle, notamment, s'entendre sur un communiqué et obtenir un soutien politique de haut niveau et une visibilité dans les médias pour les résultats attendus.

Séance 8 : Ressources et méthodes de travail

92. L'équipe d'appui PNUD/OCDE a présenté son rapport d'activité, en soulignant les résultats obtenus au cours de sa première année d'existence et en exposant en détail les défis persistants, essentiellement liés à un manque constant de ressources du côté du PNUD au sein de l'équipe, ce qui influe sur sa capacité de jouer un rôle de premier plan (voir le Document 4). L'équipe a évoqué le souhait qu'elle a exprimé à Busan et par la suite, de mettre en place un mécanisme de soutien plus léger et flexible au niveau international sans établir de nouvelles structures institutionnelles.

93. L'équipe a présenté une vue d'ensemble des réalisations qu'elle a soutenu au cours de sa première année d'existence, jusqu'en juillet 2013, y compris : la mise en place du Partenariat Mondial ; la préparation de trois réunions du Comité de pilotage ; l'élaboration et le déploiement d'un cadre de suivi ; plusieurs initiatives de sensibilisation et de consultation ; et, des activités de communication, y compris un site Web, des médias sociaux et l'espace communautaire *Teamworks*.

94. Alors que la demande pour les activités de soutien ne fera qu'augmenter à l'approche de la réunion au niveau ministériel, l'équipe a indiqué qu'elle continue de faire face à un déficit de financement majeur – en particulier du côté du PNUD – et que sans ressources supplémentaires suffisantes, les fonctions d'appui devront être réduites et finalement supprimées progressivement, avec l'activité de soutien apporté aux pays, susceptible d'être particulièrement touchée. L'équipe a mis en exergue les scénarios « A » et « B » présentés dans le rapport d'activité.

95. Les interventions des membres du Comité de pilotage ont souligné l'importance d'obtenir le financement de l'intégralité du programme prévu de l'équipe d'appui (scénario A). Le Mexique a indiqué qu'il aura besoin de la pleine participation de l'équipe d'appui pour préparer avec succès la réunion au niveau ministériel, et qu'il sera donc important d'assurer le financement de l'équipe. Les pays en développement ont également souligné l'importance d'obtenir des fonds pour permettre la poursuite du soutien national et régional en faveur du processus de suivi et des consultations, notamment au moyen de l'organisation d'ateliers. Il a également été suggéré d'envisager de rattacher la fourniture de ressources à un certain niveau de participation aux travaux/activités du Partenariat Mondial.

96. Le Royaume-Uni a indiqué qu'il travaillerait avec l'équipe d'appui pour l'aider à mobiliser des ressources supplémentaires et à comprendre quels documents justificatifs supplémentaires pourraient être nécessaires pour que l'équipe puisse obtenir un soutien financier.

Séance 9 : Points divers et prochaines étapes (présidée par Chii Akporii, Nigeria)

97. En ce qui concerne les relations entre le Partenariat Mondial et les Éléments constitutifs, la plateforme dénommée le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED) a encouragé le Comité de pilotage à maintenir une bonne communication avec eux, en vue des préparatifs de la réunion au niveau ministériel, compte tenu de leur expertise et de leur contribution possible aux domaines thématiques sélectionnés. Les États-Unis ont soutenu cette proposition. L'UE a proposé d'inviter les représentants des Éléments constitutifs à la prochaine réunion du Comité de pilotage et a noté que l'Élément constitutif relatif au secteur privé serait susceptible de jouer un rôle de premier plan dans la poursuite des préparatifs. Le PNUD a également suggéré d'examiner d'autres modalités pour consulter de manière efficace ces réseaux, notamment par le biais de consultations en ligne et de webinaires (ou séminaires sur le Web).

98. En ce qui concerne la structure de gouvernance du Comité de pilotage et le rôle des observateurs, plusieurs participants ont fait remarquer à quel point la participation des non-membres, avait enrichi le débat. D'autres ont souligné qu'il fallait une rotation aussi bien parmi les observateurs que parmi les membres du Comité de pilotage afin d'assurer une représentation équitable et équilibrée. La Coprésidente du Royaume-Uni a rappelé que même si la décision finale sur l'adhésion ne serait arrêtée qu'à l'occasion de la réunion au niveau ministériel, il serait bon pour le moment de continuer d'inviter des observateurs aux réunions du Comité de pilotage. Plusieurs membres ont suggéré d'inviter également en tant qu'observatrices, les organisations qui ont demandé officiellement de devenir membres du Comité directeur. Les Coprésidentes ont convenu d'envisager les remarques formulées ci-dessus au cours de la préparation des futures réunions du Comité de pilotage.

99. Concernant le nom de la réunion ministérielle, l'équipe d'appui PNUD/OCDE a décidé de proposer plusieurs options aux membres du Partenariat Mondial au moyen d'un sondage en ligne.

100. La Turquie a annoncé qu'elle publierait bientôt sa stratégie de coopération au développement et qu'elle espérait que la réunion au niveau ministériel fournirait des orientations, en particulier sur le thème de la coopération public-privé. Elle a également noté la pertinence des autres thèmes par rapport à son programme, comme la mobilisation des ressources nationales et le partage des connaissances.

101. La prochaine réunion du Comité de pilotage est prévue pour le mois d'octobre, probablement immédiatement après les assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI. Une cinquième réunion du Comité de pilotage se tiendrait au début de l'année prochaine pour finaliser les préparatifs de la réunion au Mexique.

* * * * *

Annexe 1. Liste des participants

Liste des participants à la troisième réunion du Comité de pilotage du Partenariat Mondial pour une coopération efficace au service du développement

Les 25 et 26 juillet 2013 à Addis-Abeba, en Éthiopie

Coprésidents

Indonésie

Hon. Armida ALISJAHBANA

Minister of National Development Planning
National Development Planning Agency

Mr. Wismana Adi SURYABRATA
Deputy Minister for Development Funding Affairs
Allocation of Development Funding
Ministry of National Development Planning

Mr. Tubagus CHOESNI
Director for International Development
Ministry of National Development Planning

Mr. Kurniawan (Iwan) ARIADI
Deputy Director/Administrative Assistance to the Minister
Ministry of National Development Planning

Mr. Mada DAHANA
Senior Planner, Directorate for International Development
Ministry of National Development Planning

Nigeria

Hon. Ngozi OKONJO-IWEALA

Minister of Finance, Federal Ministry of Finance

Ms. Chii AKPORJI
Special Adviser to the CME (Co-ordinating Minister for the Economy) and Hon Minister of Finance
Ministry of Finance

Ms. Ada IHECHUCKWU-MADUBUIKE
Deputy Director, International Development Fund
International Economic Relations Department
Ministry of Finance

Royaume-Uni

Mr. Anthony SMITH (representing Hon. Justine Greening)
Director, International Relations Division
Department for International Development (DFID)

Ms. Hannah RYDER
Team Leader
Global Partnership for Effective Development Co-operation
Department for International Development

Ms. Louise THOMAS, UK Embassy in Addis Ababa

Membres du Comité de pilotage

Bangladesh	Mr. Abul AZAD Secretary, Economic Relations Division Ministry of Finance
Tchad	Dr. Brahim Adoum BACHAR General Secretary Ministry of Economics & Planning
Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement	Mr. Antonio TUJAN JR. Co-chair, CSO Partnership for Development Effectiveness International Director, IBON Foundation, IBON Ms. Mayra MORO-COCO Policy and Advocacy Manager Association for Women's Rights in Development (AWID)
Union Européenne	Mr. Vincent GRIMAUD Head of Unit, Aid and Development Effectiveness and Financing, European Commission
Corée	Youngju OH Director General, Development Cooperation Bureau Ministry of Foreign Affairs Ms. Jinjoo KIM Second Secretary, Development Policy Division Ministry of Foreign Affairs
CAD/OCDE	Ms. Ana Paula FERNANDES Counsellor, DAC Vice-Chair and DAC Permanent Delegate Permanent Delegation of Portugal to the OECD Ms. Yukiko OKANO Counsellor, DAC Vice-Chair and DAC Delegate Permanent Delegation of Japan to the OECD
Représentants parlementaires	Mr. Martin CHUNGONG Director of Division of Programs, Co-Chair of Aid and Accountability Management Group Inter-Parliamentary Union Aleksandra BLAGOJEVIC Program Officer, International Development Inter-Parliamentary Union
Représentants du secteur privé	Dr. Darian STIBBE Executive Director, The Partnering Initiative, IBLF Mr. Mogese GEBREMARIAM Ethiopian Employers' Federation
Samoa	Ms. Noumea SIMI Assistant CEO, Aid Coordination Unit Ministry of Finance Mr. Alfred SCHUSTER Development Cooperation Advisor Pacific Islands Forum Secretariat
Timor-Oriental	Mr. Helder DA COSTA Head of g7+ Secretariat, Aid Effectiveness Directorate Ministry of Finance Ms. Felicia CARVALHO Program and Coordination Officer, g7+ secretariat

PNUD/GNUP	<p>Ms. Sigrid KAAG Assistant Secretary General and Assistant Administrator Bureau for External Relations and Advocacy</p> <p>Mr. Paolo GALLI Cluster Leader, Multilateral Affairs and UN Coherence Cluster, BERA, UN Development Programme (UNDP)</p>
États-Unis	<p>Alex THIER Assistant Administrator Policy, Planning and Learning U.S. Agency for International Development</p> <p>Mr. Steven PIERCE US Representative to the DAC Permanent Delegation</p>
Banque mondiale	<p>Ms. Astrid MANROTH Operations Adviser, Openness and Aid Effectiveness</p> <p>Ms. Julia NIELSON Acting Director and Special Representative to Europe France, G20, OECD Delegate</p>
Observateurs	
Commission de l'Union africaine (CUA) (Organisation accueillant la réunion)	<p>H.E Mr. Erastus Mwencha, Deputy Chairperson, African Union Commission (representing H.E Dr. Nkosazana Dlamini ZUMA, Chairperson of the AU Commission)</p> <p>H.E Dr. Anthony Mothae Maruping, Commissioner for Economic Affairs</p> <p>Mrs. Florence Nazare, Head Capacity Development Division, NEPAD Planning & Coordinating Agency</p> <p>Mr. Jean Yves Adou, Senior Programme Officer – NEPAD, NEPAD Coordination Unit, Bureau of the Chairperson</p> <p>Mr. Ramatlali Nkhahle Edward, Special Assistant to the Commissioner for Economic affairs, Economic Affairs Department</p> <p>Mr. Amadou Cisse, Senior Policy Officer, Economic Affairs Department</p> <p>Mr. Abia Sunday Udoh, Policy officer, Economic Affairs Department</p> <p>Mrs. Ndinaye Charumbira, Policy Officer, Economic Affairs Department</p>
Groupe de coordination des donateurs arabes	<p>Mr. Said AISSI Advisor to Director-General, Operations Management OPEC Fund for International Development</p>
Brésil	<p>Marcelo Adrião BORGES First Secretary Embassy of Brazil in Addis Ababa</p>
Chine	<p>Liang ZHEN Office of the Embassy of P.R. China</p>
Éthiopie	<p>Hon. Alemayehu Gujo State Minister of Finance and Economic Development Ministry of Finance and Economic Development</p>
Mexique	<p>Mr. Luis Javier CAMPUZANO Ambassador, Permanent Representative to UNEP Permanent Representative of Mexico to UNEP Embassy of Mexico in Nairobi</p>

NOEL GONZALEZ
Deputy Director General for Policy Making
Mexican Agency for International Development Cooperation

Mr. Juan Alfredo MIRANDA
Ambassador, Ethiopia

Fondation Rockefeller Mr. C.D. GLIN
Associate Director, Africa Region
ROCKEFELLER FOUNDATION

Afrique du Sud Simon FERREIRA
Deputy Director: Social cluster
National Treasury

Fondation STARS Ms. Muna WEHBE
CEO, STARS Foundation

Turquie Dr. Mehmet YILMAZ
Head of External Affairs and Partnerships Department
Turkish Cooperation and Coordination Agency

Équipe d'appui PNUD/OCDE

M. Alain AKPADJI
Aid Effectiveness Adviser
Africa Regional Service Centre, Ethiopia, UNDP

Mrs. Farida BENA
Policy Analyst, OECD

Mr. Gerardo BRACHO
Senior Policy Analyst, OECD

Ms. Brenda KILLEN
Head of Division, Global Partnerships and Policies Division, OECD

Mr. Derek KILNER
Partnerships Development Analyst, Bureau of External Relations and Advocacy, UNDP

Mr. Robin OGILVY
Senior Policy Advisor, OECD

Ms. Yuko SUZUKI
Policy Adviser, Effective Development Co-operation/BDP, UNDP

Ms. Meron TAMRAT
Africa Regional Service Centre, Ethiopia, UNDP

Mr. Matthew TAYLOR
Public Affairs Specialist, Seoul Policy Centre, UNDP

Ms. Elaine VENTER
Team Leader, Capacity Development, RSC Johannesburg, South Africa, UNDP